

# Loi El-Khomri : les patrons ne veulent plus de salariés, mais des auto-entrepreneurs



Le libéralisme ne laissera-t-il à la jeunesse et aux salariés de France que la possibilité du désenchantement ?

C'est le piège dans lequel le gouvernement, le MEDEF et ses hordes d'économistes inféodés semblent vouloir les enfermer : *« Affranchissez-vous définitivement du bonheur humain comme idéal ! C'était un vaste mythe, au même titre que l'était celui de l'homme universel. Renoncez à près de 150 années de lutte pour vos acquis sociaux. Ne voyez-vous pas que c'était une folie ? Acceptez le mouvement inexorable de la modernité ! Être progressiste, c'est entrer dans ce troisième millénaire en admettant une bonne fois pour toute que quoi que vous fassiez, le capitalisme sauvage à surpasser toutes les autres visions possibles du monde ! ».*

Voilà ce que les Français entendent corner à leurs oreilles. Et cette oraison funèbre leur est devenue insupportable, tant

l'hypocrisie, la prostitution de la parole démocratique ou la négation de la volonté des peuples en sont ses plus fidèles artisans.

Or, de ces milliers de pages contenant le Code du travail français, ce ne sont pas des pages qu'il faut y regarder, mais plutôt le visage unique et effarouché des générations précédentes, lesquelles s'étaient battues sans relâche pour exiger un avenir meilleur ou seulement décent, privant plus qu'à leur tour les bouches énormes de leurs descendances du pain de la survie afin de pouvoir assurer la poursuite du combat. Il faudra toujours penser que ceux-là vous observent, et consentir à ne toucher à cet héritage qu'avec la main tremblante mais bonne, des gens de peu.

Gouverner la France, pour reprendre l'anaphore qui avait su guider le discours réenchanteur hollandien du Bourget, c'est avant tout se monter digne du sang de ces pauvres, en refusant les abus que le sweating system du modèle capitaliste avait pu engendrer au XIXe siècle.

Gouverner la France, dans l'aube bleue de ce nouveau millénaire, c'est admettre qu'un modèle anthropologique n'apportant plus que la promesse certaine d'une ère de précarisation à se partager comme ultime bien commun ne signifie pas vouloir changer l'humanité jetée devant soi, mais tout au contraire, œuvrer pour la disparition d'un système arrivé au terme de son agonie gémissante se débattant dans le sordide, en entendant perpétuer ses méthodes de brutalisation.

Alors, si gouverner la France, c'est se montrer brillant par l'esprit et puissant par la capacité à fonder de nouveaux paradigmes tels que ceux-ci honorent la finalité du genre humain, laquelle doit demeurer le bonheur, il faut d'abord oser faire le constat des dégâts et misères données à voir où qu'on se tourne. C'est ensuite oser reconnaître qu'en réalité, le capitalisme est déjà mort.

Qu'est-ce à dire ? Observons la factualité d'un système moribond.

L'entrée dans l'ère du numérique et l'automatisation de l'économie ont sonné le glas de centaines de type d'emplois. À très courte échéance, les travaux de la très sérieuse Université d'Oxford et du brillant MIT de Boston objectivent la disparition de millions d'autres. Autrement dit, si le patronat exige aujourd'hui plus de flexibilité et une réforme du Code du travail, ce n'est certes pas pour créer plus d'emplois, mais précisément pour se délester des fonctions dont les tâches grandissantes pourront être confiées à l'intelligence artificielle. À l'évidence, et pour un temps compté, les salariés non substituables devront travailler plus (jusqu'à 60h/semaine pendant une période ininterrompue de 16 semaines, et jusqu'à 48 heures/semaine le reste de l'année) afin d'éviter la réembauche de nouveaux CDI.

Or, quel calcul se dissimule derrière de telles mesures ?

Au fond, celui-ci est clair. Ponctuellement, et même à considérer un carnet de commandes chargé sur quelques mois, il est évidemment plus économique d'avoir recours à des CDD, fussent-ils surtaxés par l'État. Dans le prolongement de cette cynique ambition patronale, émerge la nécessité d'une réforme du droit prudhommal car bientôt, des millions d'entre les Français en CDI se verront signifier la terminaison de leur contrat en raison du remplacement de leur emploi par l'IA.

Or, ce motif pourrait-il être tenu recevable devant aucun Conseil ? On ne l'imagine naturellement pas. On comprend aisément que du côté patronal, il devient crucial, notamment à l'égard des Personnels jouissant d'une certaine ancienneté, que ceux-ci ne puissent faire valoir leurs droits devant les juges à la hauteur du préjudice subi.

Enfin, le truchement d'une tentative de limitation des indemnités prudhommales et d'une grille de motifs de licenciement accordant aux entreprises toutes les latitudes

pour manipuler leurs marges bénéficiaires apparaît de fait, la logique funeste d'une vaste entreprise d'escroquerie prétendument flexible, aboutissant à l'extrême fragilisation de la sécurité salariale.

### **Qu'en est-il de l'État ?**

On comprend non sans moins de naturel que l'État s'attache à convaincre les Français des bienfaits d'un modèle économique alternatif fondé sur le libre entreprenariat de chacun ; comme dans le crâne candide et rêveur d'un élève docile et appliqué, on voudrait enfoncer une philosophie à coup de marteau. En effet, que faire de ces millions de nouveaux chômeurs, bientôt jetés sur le pavé par le progrès technologique ?

Cette lâche démission gouvernementale est appelée depuis quelques temps : « ubérisation » de la société. Or, qu'est-elle d'autre, sinon la légalisation d'une loi de la jungle qui voudrait taire son nom, dans laquelle chaque agent économique d'une même filière ou branche entrerait directement dans une compétition d'une violence inouïe avec son voisin ; l'urgence pour l'État semblant se résumer à l'élaboration d'un système fiscal assurant la collecte de l'impôt, dans une économie opaque de micro-entrepreneur particulier à micro-entrepreneur particulier ; autrement dit, entre vous et moi.

On trouvera ici tout l'intérêt de démonétiser les échanges, afin de permettre la traçabilité des transactions.

Ainsi, est-ce au monde décrit par Calliclès, celui de la généralisation du chaos, auquel le social-démocratie ou social-libéralisme à la française-choisissez votre terme- invite ? Que penser d'un tel gouvernement ?

### **Qu'en est-il au plan européen ?**

Rendus à ce point de notre éveil, affranchissons nous du regard national. D'ailleurs, la stratégie de communication du gouvernement n'est-elle pas fondée sur une incitation à observer les résultats de la réforme du travail engagée en

Italie et en Espagne ? Les courbes respectives du chômage n'y ont-elles pas légèrement baissé ? Certes. Toutefois, il faudra éviter l'écueil d'un faux enthousiasme. D'abord, parce que la portée des témoignages de nombreux salariés embauchés sur la base d'un CDI avec une période d'essai renouvelable jusqu'à 35 mois peut paraître insupportable. Recrutée par une crèche privée, une Italienne se demandait ce qu'il en serait de son 36e mois. En effet, son patron ne céderait-il pas au sordide petit calcul d'un licenciement avantageux pour réembaucher, le cas échéant, un nouveau CDI piégé ? Ensuite, ne s'était-on pas dit, parmi les arcanes de l'institution bruxelloise, qu'on trouverait avantage à feindre des modèles encourageants au sein de certains États-membres, afin d'influencer de façon notable l'opinion des peuples de la zone euro ? C'est plus que probable.

### **Cette vision du monde, que l'on nous cache**

Venons-en à présent à mon affirmation de tout à l'heure ; celle de la mort actée du système capitaliste. Observons la croissance de l'économie mondiale. Or, que constaterons-nous ? N'est-elle pas en berne ? La formidable santé d'une croissance chinoise à deux chiffres n'est-elle pas définitivement révolue ? La précarisation à outrance des salariés de l'ensemble des pays libéraux n'est-elle qu'une fantaisie de la pensée ? Y compris les monarchies du Golfe, sont sommées d'entreprendre des mesures d'économie pour la première fois de leur histoire ! Qu'est-ce à dire ? Le modèle libéral serait-il à bout de souffle ? Ou pire ; aux antipodes de ce que l'on prétend aux Français ?

Soyons francs. Il y a longtemps que les gouvernements ont sacrifié les intérêts de leurs communautés nationales sur l'autel du modèle économique capitaliste et de la finance débridée.

L'excellence du profit pour Happy few a cautionné l'ordre irrationnel d'une répartition inégale éhontée des richesses. Au sein de l'Union européenne, un quart de la richesse est

détenue par 1% de la population. Laisserons-nous appeler cela le progrès ?

Alors, il faut avoir le courage d'oser lever le voile sur le modèle anthropologique qu'on a dessiné pour l'humanité. Car, au pouvoir décisionnaire des États s'est substitué celui de firmes souvent nommées GAFÀ (Google, Amazon, Facebook et Apple), dont la finalité n'est rien de moins que le contrôle définitif du cours des destinées humaines.

Mais, si le capitalisme traditionnel s'est suicidé, celui-ci a engendré un golem mondial de type oligarchique, lequel menace de se réduire bien vite à un pouvoir totalitaire unique. Car, lorsqu'Alphabet, le nouveau nom du groupe Google produira des robots en série dont nous apprécions déjà les tâches qu'ils peuvent accomplir, quelles garanties aurons-nous que l'interaction de ses travaux sur l'I.A (Boston Dynamics) et sur le cerveau humain (Deep mind) ne projettera pas de tuer le génie toujours foisonnant et impossiblement reproductible de la pensée humaine ?

L'or noir du XXIème siècle n'est-il pas l'ensemble de nos données personnelles ? Or, puisque ces GAFÀ partagent ces données entre elles, puisqu'à chaque instant, on sait où nous nous trouvons, ce que nous achetions, ce que nous aimons, ce que nous lisons et écrivons, que se passera-t-il si soudainement un peuple ou seulement un individu désapprouve de tels procédés ? Cherchera-t-on à le discréditer en détruisant sa réputation ? Dira-t-on qu'il est fou ou un incorrigible inconscient ? Lui ôtera-t-on le droit légitime d'oser penser par lui-même au motif qu'il n'a pas de diplômes suffisants ? Cherchera-t-on à cautionner de telles pratiques au fallacieux prétexte de vouloir lutter contre le terrorisme islamiste ?

On estime qu'il faudra une trentaine d'années tout au plus, pour réaliser une connexion optimale entre des algorithmes et le cerveau humain. On estime au même terme, l'éradication de l'État Islamique.

Or, il est pénible de concevoir ou justifier avec les arguments de la raison une telle concomitance des délais d'attente. Et si, la menace de l'existence de l'un permettait de canaliser les foules par la peur, jusqu'à l'accession de la suprématie de l'autre ? Dans cette éventualité, que vaudra la liberté d'un homme ? Que vaudra la démocratie ? Que vaudra l'humanité jetée devant soi ?

Contre ce modèle, non pas apocalyptique mais qui ourdit sa vista finale dans le secret écrin végétal de la Silicon Valley, il est grand temps que l'homme refuse la vision d'un monde en manque de lui-même, c'est-à-dire, un monde duquel l'humain comme mesure de tout chose a fui.

Fonder un modèle anthropologique alternatif à l'ordre fou enfanté par un monde capitalistique moribond peut être ce que la France a toujours su faire de meilleur : Aude sapere. Oser penser le monde par elle-même, avec le génie supplémentaire et le souci de tendre vers l'humanisme universel.

Si l'on en accepte l'augure et le privilège, il ne faudra pas s'absoudre de la convocation d'États généraux. Et il ne s'agira pas que ces bellâtres professionnels de la politique pussent manipuler soit les consciences, soit les carnets de doléances dûment renseignés par le peuple sur les territoires. Ils auront été écrits avec le cœur, qu'on ne piétine jamais impunément. Pas plus qu'il ne sera permis que de quelconques lobbys nationaux ou internationaux pussent décider qui pourra y participer. La société civile devra pouvoir siéger et prendre la parole à tout instant, tant rien de grand ne s'écrit dans l'Histoire, sans l'humanité comme seule bannière et ultime fierté. Pourtant, sur notre sol, il faudra prendre soin de savoir qui mérite de faire partie de ce nouveau modèle. Autrement dit, de notre capacité à régler la question de l'Islamisme en France dépend la survie d'un modèle anthropologique alternatif. De notre volonté d'exiger une réforme du Coran afin que celui-ci puisse être compatible avec les valeurs républicaines dépend sa possibilité d'émergence.

**Mylene Doublet-0'Kane**